

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205448]

**26 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, en ce qui concerne l'air, les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public et du 27 mars 2003 organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement confiés à l'ISSeP**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (ISSeP), l'article 3, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, a) et b), remplacé par le décret du 9 avril 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de service public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement confiés à l'ISSeP;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2013 :

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2013;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de service public*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie pour les matières autres que l'air et l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour les matières relatives à l'air; ».

**Art. 2.** A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour les matières autres que l'air » sont insérés entre les mots « laboratoire de référence » et les mots « est pour partie »;

2<sup>o</sup> deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le financement est imputé au budget de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat pour la mission relative à l'air.

Le financement fait l'objet d'arrêtés d'octroi par le Ministre au début de l'année en cours, auxquels est joint le plan d'action annuel. ».

**Art. 3.** A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Deux comités distincts, ci-après dénommés « comités de suivi », sont institués pour assurer le suivi de la mission de laboratoire de référence, l'un pour la mission relative à l'eau et aux déchets, l'autre pour la mission relative à l'air. »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « Le comité de suivi exerce les missions suivantes » sont remplacés par les mots « Chaque comité de suivi, respectivement pour les matières qui le concerne, veille à la bonne exécution de la mission et a pour rôle »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 2, le 7<sup>o</sup> est abrogé;

4<sup>o</sup> à l'alinéa 3, le mot « Il » est remplacé par les mots « Chaque comité ».

**Art. 4.** A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le comité de suivi » sont remplacés par les mots « Chaque comité de suivi »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> du représentant de l'administration qui assure la présidence; ».

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement confiés à l'ISSeP*

**Art. 5.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2003 organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement confiés à l'ISSeP, le quatrième tiret est remplacé par ce qui suit :

« - Administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, à l'exception des réseaux de mesure de la qualité de l'air pour lesquels il faut entendre l'Agence wallonne de l'Air et du Climat. ».

**Art. 6.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « des réseaux de mesure de la qualité de l'environnement, à l'exception des réseaux de mesure de la qualité de l'air, » sont insérés entre les mots « Comité de suivi » et les mots « composé comme suit ».

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Il est constitué un Comité de suivi des réseaux de mesure de la qualité de l'air, composé :

1<sup>o</sup> des représentants du Ministre;

2<sup>o</sup> des représentants de l'Agence de l'Air et du Climat, laquelle assure la présidence;

3<sup>o</sup> du directeur général de l'ISSeP et des membres qu'il désigne, dont l'un assure le secrétariat;

4<sup>o</sup> de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre;

5° de deux experts belges ou étrangers, émanant de l'Université, de l'industrie ou de tout organe spécialisé et reconnu pour leur compétence dans les domaines d'activité utiles à la mission (chimie analytique, écotoxicité et métrologie environnementale dans l'air).

Les experts, nommés pour un terme de cinq ans renouvelable, sont désignés par le Ministre qui définit, dans l'arrêté de désignation, les règles de défraiement dont les montants sont portés à charge de la subvention prévue à l'article 4, via un contrat entre chaque expert et l'ISSEP.

Dans le souci d'assurer la continuité de la transversalité de l'exploitation des réseaux de la qualité de l'environnement, le Comité de suivi se tient, dans la mesure du possible, le même jour que le Comité de suivi des réseaux de mesure de la qualité de l'environnement et les membres du Comité de suivi des réseaux de mesure de la qualité de l'environnement sont invités à participer au Comité de suivi des réseaux de mesure de la qualité de l'air.

La participation au Comité est gratuite. ».

**Art. 8.** A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Comité est chargé de veiller à la bonne exécution de la mission. Il a pour rôle de : » sont remplacés par les mots « Chaque Comité est chargé respectivement de veiller à la bonne exécution de la mission et a respectivement pour rôle de : »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le sixième tiret est complété par les mots « d'une même administration »;

3° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, neuvième tiret, les mots « la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont remplacés par les mots « l'administration ».

**Art. 9.** Dans l'article 7 du même arrêté, les mots « Le Comité de suivi fixe » sont remplacés par les mots « Les Comités de suivi fixent respectivement ».

**Art. 10.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 septembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205448]

**26. SEPTEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung, was die Luft betrifft, der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) (ISSEP) als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle und vom 27. März 2003 zur Organisation der Führung der dem "Institut scientifique de Service public" anvertrauten Überwachungsnetze für die Umweltqualität**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region (ISSEP), Artikel 3, Absatz 2, 1°, *a)* und *b)*, ersetzt durch das Dekret vom 9. April 1998;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Organisation der Führung der dem "ISSEP" anvertrauten Überwachungsnetze für die Umweltqualität;

Aufgrund des am 25. Juni 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. September 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

**KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle**

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle wird Punkt 1° durch Folgendes ersetzt:

"1° Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für alle Bereiche außer der Luft und die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur) für die Bereiche in Bezug auf die Luft;"

**Art. 2** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "für alle Bereiche außer der Luft" zwischen das Wort "Referenzlaboratorium" und die Wörter "wird zum Teil" eingefügt;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Finanzierung wird dem Haushalt der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" für die Aufgabe in Bezug auf die Luft angerechnet.

Die Finanzierung ist am Anfang des laufenden Jahres Gegenstand von Gewährungserlassen durch den Minister, denen der jährliche Aktionsplan beigefügt wird."

**Art. 3** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“Es werden zwei getrennte, nachstehend unter der Bezeichnung “Überwachungsausschüsse” angeführte Ausschüsse für die Durchführung der Aufgabe als Referenzlabor eingerichtet, der eine für die Aufgabe in Bezug auf das Wasser und die Abfälle und der andere für die Aufgabe in Bezug auf die Luft.”;

2° in Absatz 2 werden die Wörter “Der Überwachungsausschuss übernimmt folgende Aufgaben” durch die Wörter “Die Überwachungsausschüsse sorgen jeder in seinem Bereich für die ordnungsgemäße Ausführung der Aufgabe und haben folgende Funktion.”;

3° in Absatz 2 wird der Punkt 7 außer Kraft gesetzt;

4° in Absatz 3 werden die Wörter “Der Ausschuss” durch die Wörter “Jeder Ausschuss” ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Der Überwachungsausschuss” durch die Wörter “Jeder Überwachungsausschuss” ersetzt.

2° in Absatz 1 wird der Punkt 1° durch Folgendes ersetzt:

1° dem Vertreter der Verwaltung, der den Vorsitz führt.”.

*KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003  
zur Organisation der Führung der dem “ISSeP” anvertrauten Überwachungsnetze für die Umweltqualität*

**Art. 5** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2003 zur Organisation der Führung der dem “ISSeP” anvertrauten Überwachungsnetze für die Umweltqualität wird der vierte Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:

“Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, mit Ausnahme der Messnetze für die Luftqualität, für die die “Agence wallonne de l’Air et du Climat” gilt.”

**Art. 6** - In Artikel 5, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter “der Messnetze für die Umweltqualität, mit Ausnahme der Messnetze für die Luftqualität” zwischen die Wörter “Überwachungsausschuss” und “gebildet” eingefügt.

**Art. 7** - In denselben Erlass wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 5/1 - Es wird ein aus folgenden Mitgliedern bestehender Überwachungsausschuss der Messnetze für die Luftqualität gebildet:

1° die Vertreter des Ministers;

2° die Vertreter der “Agence de l’Air et du Climat”, die den Vorsitz führt;

3° der Generaldirektor des ISSeP und die von ihm bezeichneten Mitglieder, von denen eines die Schriftführung übernimmt;

4° der beim Minister akkreditierte Finanzinspektor;

5° zwei belgische oder ausländische Sachverständige, die zu den universitären oder industriellen Kreisen oder aber einer spezialisierten Einrichtung gehören, und deren Fachkundigkeit in Bereichen, die für die Aufgabe des ISSeP nützlich sind (analytische Chemie, Ökotoxizität, umweltbezogene Messtechnik für die Luft) allgemein anerkannt ist.

Die für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren ernannten Sachverständigen werden von dem Minister benannt; in dem Benennungserlass bestimmt der Minister die Regeln für die Unkostenvergütung, wobei die betreffenden Beträge aufgrund eines zwischen jedem Sachverständigen und dem ISSeP abgeschlossenen Vertrags den in Artikel 4 vorgesehenen Zuschuss belasten.

In dem Bemühen, die Kontinuität der ressortübergreifenden Zusammenarbeit des Betriebs der Netze für die Umweltqualität zu gewährleisten, trifft sich der Überwachungsausschuss im Rahmen des Möglichen am gleichen Tag wie der Überwachungsausschuss der Messnetze für die Umweltqualität und die Mitglieder des Überwachungsausschusses der Messnetze für die Umweltqualität sind aufgefordert, am Überwachungsausschuss der Messnetze für die Luftqualität teilzunehmen.

Die Beteiligung am Ausschuss erfolgt unentgeltlich.”

**Art. 8** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter “Der Ausschuss wird mit der Überwachung der Durchführung der Aufgabe beauftragt. Seine Rolle besteht darin: “durch die Wörter “Jeder Ausschuss wird in seinem Bereich mit der Überwachung der Durchführung der Aufgabe beauftragt und die Rolle jedes Ausschusses besteht darin:” ersetzt;

2° in Absatz 1, sechster Gedankenstrich, werden die Wörter “einer selben Verwaltung” zwischen die Wörter “den verschiedenen Netzen” und die Wörter “zu genehmigen” eingefügt;

3° in Absatz 1, neunter Gedankenstrich, werden die Wörter “der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt” durch die Wörter “der Verwaltung” ersetzt.

**Art. 9** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden die Wörter “legt der Überwachungsausschuss” durch die Wörter “legen die Überwachungsausschüsse jeweils” ersetzt.

**Art. 10** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. September 2013

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205448]

**26 SEPTEMBER 2013.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging, wat de lucht betreft, van de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) en van 27 maart 2003 tot organisatie van het beheer van de aan het « ISSeP » toevertrouwde bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" (ISSeP) (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest, vervangen bij het decreet van 9 april 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot organisatie van het beheer van de aan het « ISSeP » toevertrouwde bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 september 2013;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut)*

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de opdracht van referentielaboratorium inzake water, lucht en afval van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut), wordt punt 1° vervangen door wat volgt :

"1° administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst voor andere aangelegenheden dan het lucht en het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) voor aangelegenheden in verband met het lucht;".

**Art. 2.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "voor andere aangelegenheden dan de lucht" ingevoegd tussen de woorden "van referentielaboratorium" en de woorden "valt gedeeltelijk ten laste";

2° twee leden, luidend als volgt, worden ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

"De financiering wordt te laste gelegd van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" voor de opdracht in verband met de lucht.

In het begin van het lopende jaar maakt de financiering het voorwerp uit van toekenningsbesluiten van de Minister, waaraan het jaarlijkse actieplan wordt toegevoegd."

**Art. 3.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Twee afzonderlijke comités, hierna opvolgingscomités genoemd, worden opgericht om voor de opvolging van de opdracht van het referentielaboratorium te zorgen, het ene voor de opdracht in verband met het water en de afvalstoffen, de andere voor de opdracht in verband met de lucht;";

2° in het tweede lid, worden de woorden "Het opvolgingscomité vervult de volgende opdrachten" vervangen door de woorden "Elk opvolgingscomité, respectievelijk voor de aangelegenheden die hem betreft, zorgt voor de goede uitvoering van de opdracht en heeft als taak";

3° in het tweede lid, wordt punt 7 opgeheven;

4° in het derde lid, wordt het woord "Het" vervangen door de woorden "Elk comité".

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "Het opvolgingscomité" vervangen door de woorden "Elk opvolgingscomité";

2° in het eerste lid, wordt het punt 1° vervangen door wat volgt :

"1° van de vertegenwoordiger van de administratie, die het voorzitterschap waarneemt;".

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot organisatie van het beheer van de aan het "ISSeP" toevertrouwde bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit*

**Art. 5.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003 tot organisatie van het beheer van de aan het "ISSeP" toevertrouwde bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit, wordt het vierde streepje vervangen door wat volgt :

" - Administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, met uitzondering van de netwerken voor de meting van de luchtkwaliteit waarvoor het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" moet worden verstaan."

**Art. 6.** In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van de netwerken voor de meting van het milieu, met uitzondering van de netwerken voor de meting van de luchtkwaliteit" ingevoegd tussen de woorden "Een opvolgingscomité" en de woorden ", dat samengesteld is als volgt".

**Art. 7.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 5/1, luidend als volgt :

"Art. 5/1. Er wordt een Opvolgingscomité van de netwerken voor de meting van de luchtkwaliteit opgericht, samengesteld uit :

1° de vertegenwoordigers van de Minister;

2° de vertegenwoordigers van het Agentschap voor Lucht en Klimaat, dat het voorzitterschap waarneemt;

3° de directeur-generaal van het "ISSeP" en de leden die hij aanwijst, onder wie één het secretariaat waarneemt;

4° de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister;

5° twee Belgische of buitenlandse deskundigen, die afkomstig zijn van de universiteit, de industrie of elk gespecialiseerd orgaan en die erkend zijn wegens hun bevoegdheid op activiteitengebieden die noodzakelijk zijn voor de opdracht (analytische chemie, ecotoxiciteit en milieumetrologie in de lucht).

De deskundigen, die worden benoemd voor een verlengbare termijn van vijf jaar, worden aangewezen door de Minister die, in het aanwijzingsbesluit, de regels bepaalt voor de terugbetalingen, waarvan de bedragen voor rekening zullen zijn van de in artikel 4 bedoelde toelage, d.m.v. een contract tussen elke deskundige en het "ISSeP".

Teneinde de continuïteit van de overkoepeling van de exploitatie van de netwerken voor de milieukwaliteit te verzekeren, vindt het Opvolgingscomité plaats, voor zover mogelijk, op dezelfde dag als het Opvolgingscomité van de netwerken voor de meting van de milieukwaliteit en de leden van het Opvolgingscomité voor de meting van de milieukwaliteit worden uitgenodigd om in de Opvolgingscomité van de netwerken voor de meting van de luchtkwaliteit deel te nemen.

Het lidmaatschap van het Comité is kosteloos."

**Art. 8.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "Het Comité zorgt voor de goede uitvoering van de opdracht, met name :" vervangen door de woorden "Elk Comité zorgt respectievelijk voor de goede uitvoering van de opdracht en is respectievelijk belast met :";

2° in het eerste lid, wordt het zesde streepje aangevuld met de woorden "van eenzelfde administratie";

3° in het negende streepje van het eerste lid, worden de woorden "van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu" vervangen door de woorden "de administratie".

**Art. 9.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de woorden "Het Opvolgingscomité stelt, op voorstel van de Technische Comités, de objectieve indicatoren vast" vervangen door de woorden "De Opvolgingscomités stellen respectievelijk, op voorstel van de Technische Comités, de objectieve indicatoren vast".

**Art. 10.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 september 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31769]

**9 SEPTEMBRE 2013.** — Arrêté ministériel fixant les indemnités accordées au président et aux membres des commissions de sélection et d'évaluation de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'ordonnance de 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2013 portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 18, 2°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 9 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 9 septembre 2013,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une indemnité forfaitaire de 375 EUR par séance est accordée au président des commissions de sélection et d'évaluation de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31769]

**9 SEPTEMBER 2013.** — Ministerieel besluit tot bepaling van de vergoedingen toegekend aan de voorzitter en de leden van de selectiecommissies en de evaluatiecommissie van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Minister van Openbaar Ambt,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 2 mei 2013 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, inzonderheid op het artikel 18, 2°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 september 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 9 september 2013,

Besluit :

**Artikel 1.** Een forfaitaire vergoeding van 375 EUR per vergadering wordt toegekend aan de voorzitter van de evaluatiecommissie en de selectiecommissies van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.